

dans la mer de Galilée au temps du Christ. D'autres gens, monsieur l'Orateur, sont entassés dans des quartiers congestionnés et délabrés de nos villes. Beaucoup sont des jeunes gens qui n'ont pu partir du bon pied et s'intégrer dans notre société. Partout au Canada, il y a des personnes qui sont en meilleure posture que leurs pères, mais elles ne sont guère touchées par l'augmentation toujours croissante de la productivité nationale et l'élévation du niveau de vie.

Il y a à peu près quinze ans, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on a cru que chaque année les normes de la vie s'élèveraient, que de plus en plus de gens participeraient à cet accroissement, et qu'un jour, nous supprimerions dans notre société la pauvreté et le besoin.

Trente ans se sont écoulés depuis que les théories d'Adam Smith ont été enfin rejetées à contrecœur, les théories, sinon les attitudes; les théories de lord Keynes ont été appliquées et on a jeté les fondements de notre prospérité actuelle. La lutte contre la pauvreté et les privations remonte à l'origine des temps, mais, dans ce sens restreint, elle date des années 30, du New Deal, de lord Keynes, du gouvernement King et de la Seconde Guerre mondiale. Les mesures qu'ont suscitées ces changements de points de vues ont garanti un minimum légitime de subsistance aux vieillards, aux chômeurs, aux personnes à charge et aux nécessiteux.

Les nouveaux problèmes que pose la pauvreté en ces années 60 ne sont pas tellement d'aider à une grande détresse que de susciter les occasions et préserver la dignité. Le premier défi lancé à la société des années 60, c'est qu'elle offre à tous l'occasion de vivre avec dignité et de participer aux réalisations de notre temps.

Nous devons reconnaître les motifs de ce défi et les aborder fermement, comme nous le ferions d'un ennemi dans un combat mortel. Nous devons reconnaître qu'il y a certaines régions à croissance économique lente et qu'il y existe donc plus de gens qui n'ont guère que ce qu'il faut pour subsister. Nous devons reconnaître aussi, monsieur l'Orateur, qu'augmenter la productivité peut élargir le fossé, particulièrement à la suite de l'automatisation. Nous savons, je crois, que le marché du travail pour les ouvriers non spécialisés se rétrécit et que trop de nos chômeurs sont des jeunes gens.

Depuis quelques années, et certes depuis deux ans, on a présenté des mesures législatives qui forment la base d'une attaque frontale du problème, mais je dirai respectueusement, monsieur l'Orateur, que nos attitudes et nos procédés traditionnels, eux-mêmes, ne le résoudre pas. Ce qu'il faut vraiment, c'est cette énergie qui a accompagné nos

efforts pendant la Seconde Guerre mondiale. La politique fiscale qui a été employée pendant ces dernières décennies devra, d'autre part, être appuyée par un programme grandement élargi d'améliorations publiques et accompagnée d'un effort beaucoup plus considérable en matière d'éducation. J'aimerais également signaler qu'il n'y a pas que le secteur public qui ait une responsabilité; le secteur privé en a une aussi. Ce qu'il faut, c'est une action commune établissant certaines priorités et certains objectifs pour notre société.

Je n'ai pas l'intention d'analyser cet après-midi des propositions précises quant à la forme d'action commune qu'il faudrait adopter; ce n'est pas non plus mon intention de faire des commentaires sur les nombreuses propositions mises de l'avant en vue de faire face aux graves problèmes du chômage et du sous-emploi. Toutefois, je le répète, nous donnons l'assurance que les chômeurs recevront de l'aide sous une forme ou une autre. Mais ceci fait, est-ce aller bien au delà de décider que certains fonds publics peuvent être employés à la mise en œuvre de certaines entreprises publiques, telles que le réaménagement urbain et la conservation, pouvant faire échec au chômage et au sous-emploi? La mise en œuvre de ces projets visant à créer des emplois pourrait également se rattacher à un programme de formation, qui pourrait donner aux intéressés leur place dans la société où ils deviendraient des citoyens utiles. Incidemment, nous avons entendu cet après-midi une allusion au problème du développement régional, et j'espère que le gouvernement s'en occupera aussitôt que possible.

Monsieur l'Orateur, cette première mesure visant à donner chances égales à tous se rattache étroitement au deuxième défi qui, à mon avis, se pose non seulement au Canada mais, à des degrés divers, dans tous les pays riches. Ce défi vise le parti que nous tirerons des magnifiques progrès réalisés dans le domaine de la science et de la technologie. Il est essentiel, monsieur l'Orateur, de reconnaître la portée extraordinaire de la révolution scientifique qui se produit actuellement dans le monde. Les connaissances que nous mettrons à contribution, et dont nous tirons déjà parti, serviront de plus en plus à modifier le monde où nous vivons. Notre continent, monsieur l'Orateur, sera en mesure de produire plus que jamais et nous pourrions assurer un niveau de vie comparable au maintien de la dignité humaine pour tous nos citoyens.

Songeant à ce second problème, nous nous préoccupons de l'usage que nous ferons des connaissances humaines. En termes très sim-